

Unité bi-départementale Calvados-Manche
1 rue du Recteur Daure
CS 60040
14070 CAEN

CAEN, le 11/08/2023

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 06/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

REVIVAL

Route Lorguichon
BP 5
14540 Castine-en-Plaine

Références : 2023.524
Code AIOT : 0005301094

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 06/07/2023 dans l'établissement REVIVAL implanté RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE. L'inspection a été annoncée le 05/06/2023. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- REVIVAL
- RTE DE LORGUICHON LA GUERRE 14540 CASTINE-EN-PLAINE
- Code AIOT : 0005301094
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Seveso seuil haut
- IED : Oui

Ce site est exploité sous couvert de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 8 juillet 2010 modifié.

De nombreuses activités sont exercées sur le site, dont les principales sont :

- broyage de métaux ferreux, dont des véhicules hors d'usage dépollués et des D3E dépollués ;
- broyage de batteries automobiles au plomb ;
- traitement des résidus de broyage lourds et légers produits par des broyeurs de métaux non ferreux.

L'objectif de cette visite est de faire le point sur les volumes d'eau consommés et sur le rejet d'eau pluviale au cours d'eau qu'est la laize.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Eau

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;

- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection (1)	Proposition de délais
1	Prélèvement en eau	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.1.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
2	Connaissance des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.1.2 et 8.2.2	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois
6	Autosurveillance eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 18.2.3.1	/	Lettre de suite préfectorale	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes sont susceptibles de faire l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
4	Débit rejeté	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.5	/	Sans objet

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
3	Entretien des séparateurs	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.4	/	Sans objet
5	Eaux pluviales	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.9.1	/	Sans objet
7	Accès et accueil	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.3.1	/	Sans objet
8	Ressource en eau en cas d'incendie	Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.9.1 et 8.7.1	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant assure un suivi globalement sérieux de l'enjeu "Eau" de son exploitation. Toutefois, certains points de cette autosurveillance sont à approfondir ou à clarifier. Aussi, l'exploitant doit fournir des éléments concernant les débits consommés et rejetés.

Les deux principales non-conformités observées portent d'une part, sur le volume annuel d'eau consommé, que l'exploitant doit réduire pour revenir sous le volume autorisé et d'autre part, sur la qualité de l'eau rejetée à la laize.

Remarque complémentaire liée à plusieurs constats:

L'exploitant doit compléter les prochains rapports annuels en intégrant les informations suivantes:

- débits horaires et instantané maximum rejetés pour chacune des deux périodes réglementées
- résultats du suivi des SDE
- éléments majeurs et suites données aux principales constatations du diagnostic externe de suivi des dispositifs de rejet.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Prélèvent en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.1.1
Thème(s) : Risques chroniques, Volume d'eau consommé
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau qui ne s'avèrent pas liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont limités aux quantités suivantes : Prélèvement maximal annuel: 25 000 m ³ [...] Aucun prélèvement dans le milieu naturel (eaux superficielles et eaux souterraines) n'est autorisé.
Constats : L'exploitant confirme qu'aucun prélèvement sur le milieu naturel est réalisé et que l'eau consommée provient du réseau AEP. L'exploitant a indiqué lors de l'inspection que le volume annuel d'eau consommé est le suivant: 31 829 m3 en 2022 32 903 m3 en 2021 22 263 m3 en 2020. L'exploitant a expliqué que le volume d'eau consommé depuis 2010 avait augmenté avec l'évolution de ses activités (construction des bâtiments L et K, augmentation du personnel d'environ 50 personnes). Le volume consommé est supérieur au volume annuel autorisé pour les années 2021 et 2022 ce qui constitue un non-conformité. <u>Demande 1:</u> L'exploitant doit indiquer si ces volumes tiennent compte de la consommation en cas d'incendie ou d'exercice incendie et présenter un rapport détaillant l'origine des consommations par poste sur les 5 dernières années. <u>Demande 2:</u> L'exploitant doit présenter sous 3 mois un programme d'action associé à un calendrier de mise en œuvre visant à revenir sous le seuil de 25 000 m ³ d'eau consommée annuellement.
Observations : L'exploitant mène actuellement une réflexion et des tests visant à pouvoir utiliser l'eau pluviale contenue dans le 3 ^e bassin (aussi appelé "bassin auxiliaire") pour alimenter le process ESR et réduire ainsi le volume d'eau prélevé sur le réseau.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 2 : Connaissance des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.1.2 et 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan mensuel des utilisations d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Les deux ouvrages de prélèvement d'eau de l'établissement dans le réseau public sont dotés d'un dispositif de mesure totalisateur des consommations.</p> <p>L'établissement est également équipé au niveau de ses différentes installations consommatrices d'eau de compteurs intermédiaires. Sont notamment concernées par la mise en place de ces compteurs intermédiaires les installations suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">• traitement secondaire des RB ;• traitement tertiaire des RB ;• procédé de flottation des RB lourds ;• laveur de gaz du broyeur des métaux ;• procédé de broyage des batteries. <p>Ces compteurs sont relevés hebdomadairement et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'inspection des installations classées.</p> <p>L'exploitant établit un bilan mensuel des utilisations d'eau à partir de ses relevés de consommation. Ce bilan est transmis à l'inspection des installations classées en même temps que les résultats d'autosurveillance des rejets aqueux.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a fourni les tableaux de données indiquant les volumes mensuels mesurés à partir de trois compteurs (compteur gardien, compteur entrée et compteur talus). L'inspection a sommé les valeurs mensuelles présentées pour chacun des compteurs et totalise les volumes annuels suivant:</p> <p>19 982 en 2020 35 184 en 2021 31 829 en 2022.</p> <p>Ces données sont différentes de celles annoncées en séance (cf. Point de contrôle ci-dessus).</p> <p><u>Demande 1:</u> l'exploitant doit fournir le détail de son calcul de la consommation annuelle aboutissant aux valeurs citées au point de contrôle précédent.</p> <p><u>Demande 2:</u> L'exploitant doit présenter la localisation de ces 3 compteurs (plan) et en faire la description. Il doit également indiquer si d'autres compteurs intermédiaires existent. Le plan des réseaux à transmettre, doit respecter les attendus mentionnés au sein de la disposition 4.2.2 de l'arrêté sus-cité.</p>
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : Entretien des séparateurs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.4
Thème(s) : Risques chroniques, Entretien
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les différentes installations de traitement des eaux pluviales (décanteur statique, débourbeur-déshuileur,...) sont nettoyées aussi souvent que cela s'avère nécessaire, et dans tous les cas au moins deux fois par an. Les différents bassins de gestion des eaux pluviales doivent être curés aussi souvent que cela s'avère nécessaire, et dans tous les cas au moins tous les cinq ans. Les boues retirées de ces installations (décanteur statique, débourbeur-déshuileur, bassins,...) sont traitées comme des déchets et doivent respecter les dispositions du titre 5 du présent arrêté.
Constats : L'exploitant a fourni les justificatifs de curage des bassins de gestion des eaux de ruissellement ayant eu lieu à l'été 2022 ainsi que les justificatifs concernant la vidange des séparateurs datant des 24 et 25 mai 2023 et totalisant un volume extrait respectif de boues de 17,7 tonnes et de 17,8 tonnes. L'exploitant a également fourni un plan précisant la localisation des 10 séparateurs. <u>Demande 1:</u> L'exploitant indiquera sous 3 mois de quand date le dernier curage des réseaux et comment il s'assure de leur étanchéité. L'inspectrice a constaté un trou dans la bâche présente au fond du dernier bassin avant rejet. L'exploitant a indiqué qu'il allait effectuer la correction rapidement. <u>Demande 2 :</u> L'exploitant doit transmettre une photo montrant l'intégrité de cette bâche sous 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 4 : Débit rejeté

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.5
Thème(s) : Risques chroniques, rejet eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : L'exploitant est tenu de respecter les seuils ci-dessous: Débit maximal instantané (l/s) / Période du 15 juin au 15 octobre : 10 l/s Période du 15 octobre au 15 juin : 25 l/s Débit maximum horaire (m ³ /h) / Période du 15 juin au 15 octobre : 36 m ³ /h Période du 15 octobre au 15 juin : 90 m ³ /h
Constats : L'exploitant a transmis suite à l'inspection un tableau de données brutes de mesure de débit en sortie de bassin pluvial. Ces données font apparaître des valeurs supérieures pour les débits maximums horaires: par exemple 105 m ³ /h , 111 m ³ /h et 108 m ³ /h mesurés le 19/02/22. <u>L'exploitant doit préciser sous 1 mois à quoi correspondent ces valeurs, indiquer où se situe le compteur et expliquer comment il s'assure de respecter les débits maximums autorisés pour les eaux rejetées au milieu.</u>
Type de suites proposées : Susceptible de suites
Proposition de suites : Sans objet

N° 5 : Eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.9.1
Thème(s) : Risques chroniques, rejet eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales de l'établissement pourront servir à alimenter en eau les procédés de traitement des déchets mis en œuvre sur le site. A l'exclusion des eaux de toitures de l'atelier batteries, les eaux de toitures (non susceptibles d'être polluées) des bâtiments et de ruissellement non polluées (bâtiments métaux ferreux et pressage, centre de tri, atelier « papiers-cartons », atelier « plastiques », bâtiments de traitement des RB, bâtiment « DEEE » entrée) sont collectées séparément et peuvent être rejetées au milieu naturel par des ouvrages d'infiltration.
Constats : L'exploitant a indiqué au cours de l'inspection que toutes les eaux pluviales (même celles étant non polluées) étaient dirigées vers les bassins. <u>Demande :</u> L'exploitant doit vérifier comment sont gérées les eaux de toiture des bâtiments et inclure cette donnée dans le plan des réseaux transmis.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 6 : Autosurveillance eaux pluviales

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 18.2.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Analyse du rejet au cours d'eau
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le rejet à la laize se fait après transport via une canalisation de 5 km. Les normes de rejet sont données par l'article 4.3.2.1 et la fréquence d'analyse par l'article 18.2.3.1.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant a transmis son rapport annuel d'activité 2022 en juillet 2023, ce rapport fait état des résultats des analyses des eaux rejetées pour les paramètres de suivi imposés par l'arrêté sus-cité.</p> <p>Les rejets sont déclenchés volontairement par l'exploitant, il n'y a aucun rejet les mois où les bassins sont en capacité de stocker les eaux pluviales.</p> <p>Le bilan du suivi des analyses des eaux pluviales rejetées montre des dépassements ponctuels pour les paramètres plomb, cadmium, zinc, DCO et DBO5. L'inspection note particulièrement le dépassement observé en concentration en plomb et en zinc en décembre 2022 soit après le curage des bassins (valeurs supérieures à 2 fois la norme) ce qui est non-conforme.</p> <p>Toutefois l'exploitant indique que les flux associés étaient pour leur part en dessous des seuils réglementaires.</p> <p>L'exploitant suspecte que ces dépassements seraient dus à la remobilisation des boues de fond de bassin, or ces dépassements datent notamment de la fin d'année 2022 alors que le curage a eu lieu durant l'été précédent.</p> <p>Cette explication portant sur l'origine des dépassements avait déjà été évoqué par l'exploitant lors des inspections précédentes. Il est temps d'agir pour que des rejets présentant des concentrations en polluant supérieures à deux fois la norme ne se produisent plus.</p> <p><u>Demande:</u> L'exploitant doit analyser sérieusement les causes des dépassements observés et mettre en place une organisation sous 3 mois permettant d'assurer la conformité de la qualité du rejet au cours d'eau. Les prochains dépassements significatifs pourront faire l'objet de sanctions.</p>
<p>Observations :</p> <p><i>Compatibilité des normes de rejet vis-à-vis du cours d'eau</i></p> <p>Il a été établi dans le cadre des travaux du Sdage Seine Normandie une analyse de l'état des masses d'eau superficielles et de l'origine potentielle des polluants identifiés.</p> <p>1) La laize est un cours d'eau dont l'état écologique est déclassé par le paramètre diflufenicanil. Le diflufenicanil est un désherbant qui n'est pas analysé dans le rejet émis par le site, l'exploitant a indiqué qu'il n'utilise pas cette molécule (l'inspection a en effet observé que le principal produit phytosanitaire utilisé par l'exploitant n'en contient pas). <u>Toutefois, l'inspection invite l'exploitant à faire une analyse ponctuel de ce paramètre dans le courant de l'année 2024.</u></p> <p>2) Le bon état chimique de la laize est déclassé par les paramètres Fluoranthène, Benzo(a)pyrène, Benzo(b)fluoranthène et Benzo(ghi)pérylène. Ces paramètres sont analysés annuellement par l'exploitant dans le cadre du suivi des Substances dangereuses pour l'Environnement.</p> <p>Pour mémoire, un arrêté préfectoral complémentaire portant sur la surveillance des SDE a été pris 11 janvier 2010 puisque le site avait participé à une opération RSD en 2009. Par ailleurs, le site est</p>

soumis à l'arrêté du 24 août 2017 modifiant dans une série d'arrêtés ministériels les dispositions relatives aux rejets de substances dangereuses dans l'eau en provenance des installations classées pour la protection de l'environnement. L'exploitant a indiqué qu'il avait effectué sa recherche exhaustive des paramètres SDE aux alentours des années 2015/2016 et qu'il avait eu des déconvenues avec son laboratoire qui n'analysait pas l'ensemble des paramètres de son suivi SDE annuel, à la suite de quoi l'exploitant a changé de laboratoire.

L'inspection attire l'attention de l'exploitant sur l'importance d'analyser tous les paramètres réglementaires chaque année comme rappelé dans le rapport diagnostic de Normandie Management de 2022.

Demande: L'exploitant doit fournir **sous trois mois** un tableau de synthèse récapitulant les résultats des analyses SDE réalisées depuis 2016.

3) Il est par ailleurs identifié un risque de non atteinte du bon état lié au paramètre plomb.

Demande : L'exploitant doit fournir **sous 6 mois** une **analyse de la compatibilité des normes de rejet applicables** relatives au plomb avec le cours d'eau de la Laize. L'exploitant pourra se rapprocher de l'inspection concernant les hypothèses à retenir, en fonction du résultat de cette analyse, un suivi temporaire de la qualité amont/aval du cours d'eau vis à vis du rejet pourra être demandé.

Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Lettre de suite préfectorale
Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 8.3.1
Thème(s) : Risques accidentels, Registre des personnes présentes
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
<p>Prescription contrôlée : L'exploitant prend les dispositions nécessaires au contrôle des accès, ainsi qu'à la connaissance permanente des personnes présentes dans l'établissement.</p>
<p>Constats : Lors de son entrée sur le site et du passage au niveau du poste du gardien, il a été donné à l'inspectrice le choix de remplir ou non le registre d'entrée papier, de même qu'au conducteur du camion qui était passé juste avant.</p> <p>Il a été expliqué que l'entrée était enregistrée sur le réseau informatique et que le remplissage du registre papier était optionnel.</p> <p>Lors de la visite, l'inspectrice a interrogé l'exploitant sur cette pratique, qui a immédiatement donné la consigne au gardien de faire remplir de manière systématique le registre papier, en doublon du registre informatique.</p> <p>Puisque l'exploitant met en place un registre papier (faisant office de secours en cas d'inaccessibilité des données numériques), ce dernier doit comporter l'ensemble des données, aussi son remplissage doit être rigoureux. L'exploitant ayant réagi instantanément pour corriger cette pratique, l'inspection considère que ce point de contrôle désormais conforme.</p>
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet

N° 8 : Ressource en eau en cas d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 08/07/2010, article 4.3.9.1 et 8.7.1
Thème(s) : Risques accidentels, Volume requis
Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet
Prescription contrôlée : Les eaux pluviales susceptibles d'être polluées sont collectées par zones et traitées à la source dans des débourbeurs/déshuileurs (+dégraisseur pour la zone "chalumage") avant stockage dans trois bassins tampons (500 m ³ , 400 m ³ , 130 m ³). Les eaux sont ensuite envoyées dans un décanteur dont la surverse est dirigée vers un bassin d'orage de volume minimum de 11 000 m ³ avant reprise par une pompe de débit minimum de 130 m ³ /h vers une réserve d'eau incendie de volume minimum 2 000 m ³ . [...] Cette réserve permet d'alimenter un réseau de poteaux incendie.
Constats : Le bassin de décantation principal alimente un second bassin à partir duquel est relié le réseau de poteaux incendie. Un troisième bassin tampon est alimenté par le second bassin. L'exploitant fait actuellement des essais d'utilisation de l'eau contenu dans ce troisième bassin pour alimenter son process ESR. Des transferts sont donc effectués d'un bassin à un autre en transitant par le second bassin, celui-ci devant contenir en permanence une ressource de 2 000 m ³ . L'exploitant s'assure que le volume d'eau minimal est bien de 2 000 m ³ et connaît le niveau d'eau présent grâce à des sondes de niveau. La donnée concernant la hauteur du bassin est donc accessible depuis un terminal informatique. Toutefois, aucun repère visuel au niveau du bassin n'a été mis spécifiquement en place pour permettre de savoir si le volume minimal est respecté. Après échange, l'exploitant a indiqué qu'il mettrait en place un repère de niveau visible dès que possible. <u>Demande:</u> L'exploitant transmettra la photo de ce repère visuel sous 3 mois.
Type de suites proposées : Sans suite
Proposition de suites : Sans objet